

**C**haque année, le 14 août, un grand défilé militaire marque la fête nationale du Pakistan. Le long des avenues de la capitale, Islamabad, la manifestation d'orgueil patriotique atteint son apogée lors du passage des missiles à capacité nucléaire, dont les habitants connaissent souvent les noms par cœur : Ghauri, Abdali, Shaheen. Tous sont capables d'atteindre l'Inde voisine, ennemie héréditaire. Et tous ont été développés sous l'égide du Dr Abdul Qadir Khan, père de la « bombe islamique » et, aussi, le plus grand contrebandier de l'atome qui ait jamais existé.

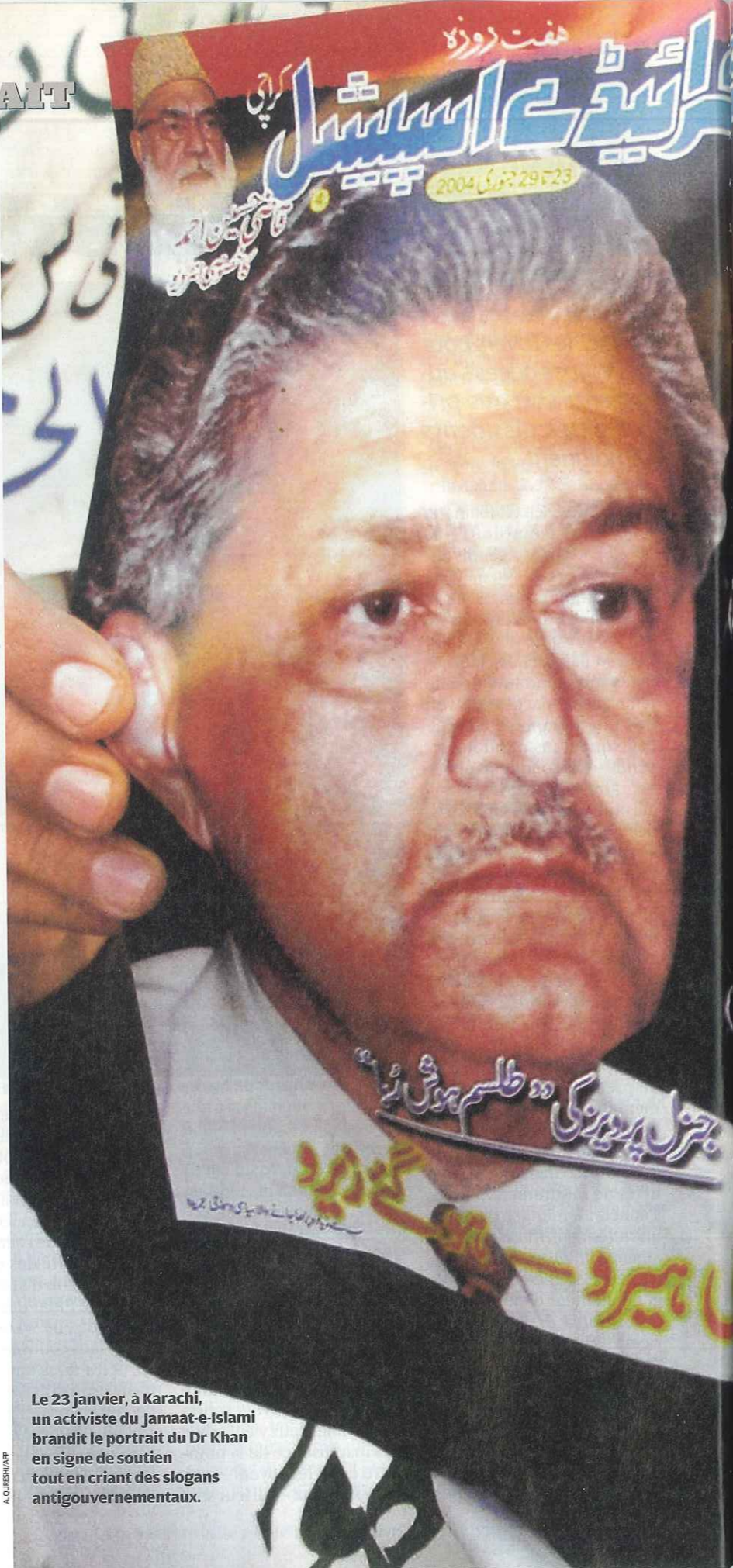
A 68 ans, le Dr Khan est le Pakistanais le plus adulé de ses compatriotes après Muhammad Ali Jinnah, le fondateur de la nation. Son portrait décore l'entrée des grandes villes et, comme pour en rajouter, les municipalités exhibent également des reproductions grandeur nature des missiles de sa fabrication ou un simple rocher, fissuré à l'occasion d'un essai nucléaire. Avec ses cheveux brillants et sa



Avec le président Moucharraf (à dr.), après sa confession télévisée du 4 février.

moustache soigneusement taillée, à la manière d'Omar Sharif, son visage grave s'étale au coin des rues, dans les livres d'école, sur le pare-brise des voitures. Docteur honoris causa de toutes les universités pakistanaises, sa vie a même fait l'objet d'un feuilleton télévisé à sa gloire. C'est lui, assure-t-on, qui a rendu leur fierté aux Pakistanais et lavé leur honneur des humiliations à répétition infligées par l'armée indienne. Un héros ? Un mythe, plutôt.

Le 4 février dernier, cependant, lors de sa dernière apparition à la télévision nationale, le Dr Khan, seul face à la caméra, annonça à ses compatriotes abasourdis qu'il avait vendu à l'étranger les plans, notamment, des précieux missiles : « Chers frères et sœurs, j'ai, de mon plein gré, choisi de m'adresser à vous afin de vous présenter mes plus profonds regrets et mes excuses les plus sincères. [...] »

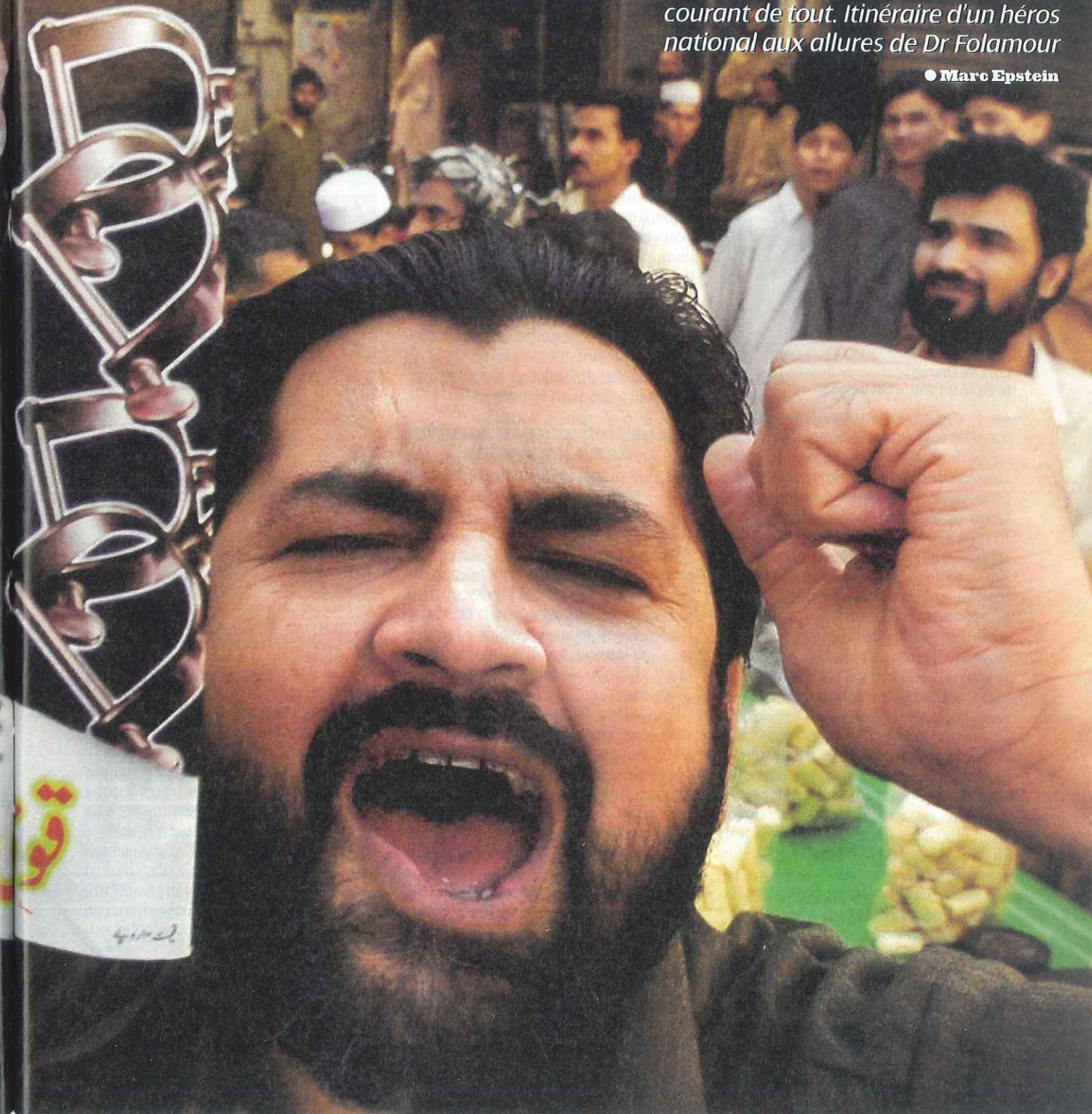


Le 23 janvier, à Karachi, un activiste du Jamaat-e-Islami brandit le portrait du Dr Khan en signe de soutien tout en criant des slogans antigouvernementaux.

# Le contrebandier de l'atome

Le Dr Khan, père de la bombe atomique pakistanaise, était aussi au cœur d'un trafic planétaire. Les Américains l'ont fait tomber, sans retirer leur soutien au président Moucharraf, pourtant au courant de tout. Itinéraire d'un héros national aux allures de Dr Folamour

● Marc Epstein





Lors de l'inauguration du missile Ghauri II, le 28 mai 1999, à Islamabad.

« Je n'ai jamais informé le gouvernement de mes activités. Je suis le responsable de tout. Je vous demande humblement de bien vouloir me pardonner. » Sitôt dit, sitôt fait. Moins de vingt-quatre heures plus tard, le général-président Pervez Moucharrarf, sanglé dans son treillis, prit la parole à son tour : « Notre héros national a commis des erreurs. Il les a reconnues. J'ai donc décidé de lui pardonner. » Et voilà comment, en quelques heures, celui qui fut pendant un quart de siècle à la tête du plus grand réseau privé de vente d'armes nucléaires au monde a été tranquillement admis à faire valoir ses droits à la retraite. Avec la reconnaissance éternelle du chef de l'Etat et le silence complice des alliés américains d'Islamabad. Parmi les acheteurs du Dr Khan, pourtant, outre la Libye, figurent deux pays appartenant au fameux « axe du mal » décrit par le président Bush : la Corée du Nord et l'Iran. Quelles tractations ont amené Washington à tolérer l'intolérable ? Pourquoi les Américains exonèrent-ils la hiérarchie militaire pakistanaise de toute responsabilité dans ce trafic planétaire ? Et comment en sommes-nous arrivés là ?

Khan a 11 ans, en 1947, lors du retrait des colonisateurs britanniques et de la partition sanglante du sous-continent. Il

vit à Bhopal, en Inde, où son père est instituteur. A ce jour, selon son biographe officiel, il se souvient du spectacle des familles musulmanes réfugiées, qui fuyaient les massacres : à la gare, dans leurs wagons, il traînait toujours une odeur de cadavre. Cinq ans plus tard, sa famille rejoint le Pakistan, nouvelle terre d'accueil des musulmans du sous-continent. A bord du train qui traverse le désert du Rajasthan, un garde-frontière indien arrache de la poche du jeune Abdul un stylo offert par son frère. Il n'a jamais oublié. Comme quelques millions d'autres, la famille Khan recherche un logement et s'installe dans un quartier modeste de Karachi, la ville portuaire du Sud. Elève doué, Abdul Qadir reçoit une bourse, en 1960, pour aller étudier à Berlin-Ouest, puis à Delft (Pays-Bas) et à Louvain (Belgique). Ingénieur en métallurgie physique, il est employé dans un laboratoire de recherche à Amsterdam et épouse une jeune Sud-Africaine d'origine néerlandaise, rencontrée chez des amis. Ce mariage avec une étrangère lui ressemble : Khan n'a rien d'un islamiste militant. C'est un expatrié nationaliste et passionné, qui suit avec tristesse, dans les années 1960-1970, les guerres perdues au Cachemire et au Bangladesh.

### Un espionnage industriel dans les règles

En mai 1974, quatre mois après la première explosion nucléaire indienne, il écrit au Premier ministre pakistanais Zulficar Ali Bhutto et lui offre ses services. Le chef du gouvernement vient de prononcer un discours resté célèbre : « Si l'Inde construit sa bombe, nous mangerons de l'herbe ou des feuilles, nous aurons même faim, mais nous en aurons une. Il n'y a pas d'autre choix : bombe atomique contre bombe atomique. »

Pour le Premier ministre, la proposition de Khan tombe à pic. L'ingénieur effectue alors un stage rémunéré au sein d'un consortium anglo-germano-néerlandais, Urenco, situé aux Pays-Bas. Celui-ci gère une usine d'enrichissement d'uranium et fabrique des centrifugeuses destinées à la production de l'isotope 235, élément indispensable à la fabrication de la plupart des armes nucléaires. Trois mois durant, le scientifique se livre à un espionnage industriel dans les règles de l'art : il copie et photographie tout ce dont il a besoin. Quand il rentre au Pakistan, à la fin de 1974, il est reçu par le Premier ministre en personne. L'ingénieur rapporte une centrifugeuse désaffectée,

des plans, les noms des fournisseurs...

Accueilli à bras ouverts, Khan est autorisé à créer un centre de recherche et de production d'uranium enrichi à Kahuta, à proximité d'Islamabad. En moins de deux ans, l'affaire est bouclée : les sociétés contractantes d'Urenco, son ancien employeur néerlandais, ne soulèvent pas la moindre objection. Déjà, rien ne l'arrête. Ses collaborateurs sillonnent le monde et achètent tout ce qui est disponible sur le marché. Au besoin, des sociétés écrans sont créées au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Au Pakistan, personne ne l'interroge sur ses méthodes. Car les résultats sont là : dès 1980, son laboratoire aurait déjà produit mille centrifugeuses. Depuis la création du Pakistan, les militaires ont toujours détenu la réalité du pouvoir, que le chef de l'Etat soit ou non vêtu d'un uniforme. Ces gens-là s'accordent les moyens de leurs ambitions : l'armée attire 22 % du budget national, contre 4 % à l'Education.

En mai 1998, le Pakistan procède à six essais nucléaires. Qu'importe si l'initiative de cinq d'entre eux revient à l'Agence pakistanaise de l'énergie atomique et



Au cours d'une réunion du Comité de défense (à g.), le 13 mai 1998, à Islamabad, après les essais nucléaires indiens.

d'un seul aux laboratoires Khan... Qu'importe, aussi, si des experts chinois ont été dépêchés par Pékin, décidé à neutraliser la montée en puissance de l'Inde. L'ingénieur, à ce moment-là, est au faite de sa gloire. D'autant que, sept semaines plus tôt, le 6 avril, il a pu tester le missile Ghauri, d'une portée annoncée de 1 500 kilomètres et pouvant être doté d'une charge nucléaire. L'engin est une copie pure et simple du missile Nodong, que Khan aurait obtenu en Corée du Nord, dit-on, en échange de la livraison d'équipements et de technologies nucléaires à Pyongyang.

Devenu « héros de la nation », le garçon de Bhopal ne néglige rien pour soigner son image. Des journalistes sont embauchés pour écrire des hagiographies.

Il fonde deux écoles techniques et cinq cliniques pour les pauvres. A la tête de sa propre ONG, il lance une campagne nationale contre l'analphabétisme... Interrogé sur l'origine de sa fortune, il répond par une pirouette : « Je ne peux pas m'arrêter au bord de la route pour boire un thé, faire réparer ma voiture ou tenter d'acheter un billet d'avion pour mes filles sans qu'on m'offre tout ça. Les Pakistanaï sont ainsi. Ils veulent tous me remercier. Que Dieu les bénisse ! » Reste que son salaire officiel de quelque 2 000 euros mensuels ne suffit pas à payer ses six villas à Islamabad, son hôtel par-



Sous une pluie de roses, lors du premier anniversaire des essais nucléaires pakistanaï, le 23 mai 1999, à Islamabad.

ticulier à Londres, sa collection d'armes et de voitures anciennes, sa résidence au bord de la mer Caspienne ou ses terrains en Afrique du Sud.

Manifestement, le scientifique ne fait guère la différence entre les fonds de sa société et son argent personnel. Après sa disgrâce, les Pakistanais apprendront qu'il possédait une demi-douzaine de comptes en banque sous l'identité de divers prénoms, répartis entre Beyrouth et Dubaï. D'où vient l'argent ? C'est simple. Le Dr Khan ne se contente pas d'acheter du matériel et des technologies sensibles pour le Pakistan ; il en vend, aussi. Pour son propre compte.

Dans sa confession écrite de 12 pages, remise le 4 février au général-président Moucharrarf, il avoue avoir engagé des négociations avec au moins cinq Etats, qui constituent à eux seuls un hit-parade des pires ennemis de l'Amérique : l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord et la Libye. A Damas et à Bagdad, ses offres ont tourné court. Mais l'homme ne recule devant rien : sa proposition de vendre une cen-

**Post-scriptum** Islamabad procédera à un essai nucléaire « important » dans les deux mois, a déclaré, le 1<sup>er</sup> juillet, le général-président Pervez Moucharrarf à des journalistes pakistanaï. Les derniers essais remontent au mois de mai 1998.

trifugeuse parvient à Saddam Hussein en octobre 1990, trois mois avant le déclenchement de la première guerre du Golfe ! Les Iraniens, quant à eux, commandent à partir de 1989 plusieurs centrifugeuses clefs en main. Aux Libyens, enfin, Khan vend des plans de têtes nucléaires, livrés en vrac dans les sacs en jute d'une teinturerie d'Islamabad, des composants de centrifugeuses ainsi que les plans d'une bombe atomique chinoise élaborée dans les années 1960.

Les affaires sont si bonnes que Khan se rend pas moins de 44 fois à Dubaï, entre 2000 et 2003, afin d'y rencontrer des intermédiaires. Devenu mégalomane, il prend tous les risques. Il les connaît, pourtant. Voilà des années que les Américains grognent contre ses activités. En mars 2001, le général-président Moucharrarf cède à la pression de Washington et écarte le Dr Khan de la direction des laboratoires qui portent son nom... avant de le nommer aussitôt conseiller scientifique du Premier ministre avec rang de ministre !

### Le silence contre l'impunité

Puisque les autorités pakistanaïes persistent à faire la sourde oreille, les Américains passent à l'action. A la fin de l'été 2003, un cargo en route vers la Libye, le *BBC China*, est arraisonné par la police italienne, informée par la CIA. A bord, les inspecteurs découvrent 2 000 composants de centrifugeuses de type Pak 2, fabriqués en Malaisie. N'ayant pas pu les produire au Pakistan, les laboratoires du Dr Khan ont fait faire les pièces par une société « amie ». C'est cette découverte, notamment, qui explique l'abandon par la Libye, quelques mois plus tard, de son programme d'armes de destruction massive. Début octobre, le secrétaire d'Etat adjoint américain, Richard Armitage, en visite à Islamabad, explique à Moucharrarf, avec un luxe de détails, l'ensemble des activités du Dr Khan. Il lui remet, sans l'ombre d'une gêne, un dossier volé par un agent du contre-espionnage britannique dans l'ambassade du Pakistan à Londres, qui prouve l'excellence des relations entre le Dr Khan et le régime de Pyongyang. Armitage énumère, aussi, les noms de ses complices dans l'establishment militaire. Par politesse, sans doute, il n'évoque pas le fait que Moucharrarf, avant de s'empa-

rer du pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat, en 1999, était le chef d'état-major interarmes du Pakistan. Lui-même, par conséquent, ne pouvait guère ignorer l'existence du réseau Khan. Contraint et forcé, le général-président promet l'ouverture d'une enquête. Totalement superflue, naturellement, puisque ses services sont déjà au courant.

Dès le mois suivant, c'est au tour du vice-ministre iranien des Affaires étrangères de rencontrer Moucharrarf. Il lui annonce l'accord de Téhéran pour que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique puissent vérifier les installations nucléaires du pays, qui doivent beaucoup au Dr Khan. Bref, que cela plaise ou non aux militaires pakistanaï, l'ensemble du réseau sera bientôt exposé au grand jour. Fin novembre 2003, Abdul Qadir Khan est interrogé pour la première fois par une commission d'enquête, composée de trois généraux. Il avoue tout, et ajoute aussitôt que Moucharrarf était informé... comme tous les chefs d'état-major interarmes qui se sont succédé à la tête de l'armée pakistanaise depuis un quart de siècle.

Cette « révélation », sans constituer un scoop, tant elle paraît aller de soi, plonge dans l'embarras le chef de l'Etat. Elle ne fait pas les affaires de Washington, non plus, car elle éclabousse, au-delà de Moucharrarf lui-même, l'armée pakistanaise en général. Or le président Bush a souvent rendu hommage à ce « formidable allié » dans la « guerre contre le terrorisme ». Ses troupes ne sont-elles pas occupées à chasser Ben Laden dans la zone frontalière avec l'Afghanistan ?

Washington pousse alors le général-président à négocier un compromis avec Khan : s'il garde le silence, l'ingénieur sera impuni et ses biens ne seront pas touchés. L'accord est finalisé à Davos, en janvier dernier, lors d'une rencontre entre Moucharrarf et le vice-président américain, Dick Cheney.

Enfermé chez lui, où il se trouve assigné à résidence et sous la surveillance d'une vingtaine de militaires, le « Dr Miracle » de la bombe atomique pakistanaise en est réduit à suivre les actualités à la télévision. Et à méditer, peut-être, sur la fin d'un monde multipolaire, où tous les coups étaient permis, même pour un gamin de Bhopal auquel un soldat indien vola autrefois un stylo. ● M. E.